

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3652

2 décembre 2014

SOMMAIRE

ABF St James Park S.à r.l.	175250	Eurofins Industrial Testing LUX	175257
A & H Services SA	175250	Eurowatt S.A	175252
Alliance Laundry Holding S.à r.l.	175284	E.V.E. (Ergon Vehicle Evong) S.A.	175254
Allianz Finance VIII Luxembourg S.A. ..	175295	Exakt S.A.	175254
Ares SSF Riopelle Holdings S.à r.l.	175250	Finabelia Europe S.A.	175257
Aronia Invest S.A.	175290	Fincere Capital Finance S.à r.l.	175257
Aspidistra International S.A., SPF	175250	Global Sport Management S.A.	175251
CPT Finance S.A.	175293	Gong Jin S.à r.l.	175251
Domicili S.à r.l.	175253	GP Financial Services S.à r.l.	175258
DP&AC S.A.	175253	Grand Large Finance S.A.	175250
Eastbridge S.à r.l.	175253	Groupe Immobilier International S.A. ..	175251
Edmund Frette S.à r.l.	175256	GT Global S.A.	175258
Effequatro S.A.	175255	Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l.	175296
El Baik Food Systems Co S.A.	175256	Hospital Midco S.à r.l.	175259
Electricité Bettendorf Francis S.à r.l.	175256	ICBC (Europe) Ucits SICAV	175267
Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l. ..	175255	I.T.& T. Consulting - Information Techno- logy and Telematics Consulting S.A. ...	175264
Energyhouse S.A.	175254	IT & T Consulting S.A.	175264
Energy One Sàrl	175254	Sole Resorts S.A.	175283
Entreprise EWEN Victor et Fils S.à r.l. ..	175255	St. Barth Financière S.A.	175283
Equipovers Holding S.à r.l.	175253	Trilantic Capital Partners IV (Europe) Fee- der S.à r.l.	175252
Equinox Energy (Lux) GP S.C.S.	175256	Triton III LuxCo A 16 S.à r.l.	175252
Equinox Energy (Lux) S.à r.l.	175284	Triton III LuxCo B 12 S.à r.l.	175251
Erya Tur S.à r.l.	175257		
Euro Asian Investments S.A.	175258		
Eurobike International Trading S.A.	175258		

Aspidistra International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 80.571.

Les Bilans au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014174338/10.

(140199879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

ABF St James Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 200.997.600,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 131.098.

Les comptes annuels au 15 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175130/10.

(140200420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

A & H Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 119.225.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014175097/11.

(140201155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Ares SSF Riopelle Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 185.882.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 29 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014175118/11.

(140200746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Grand Large Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 135.101.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014175372/12.

(140200501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Gong Jin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Luxembourg, 167, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 107.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014175369/9.

(140200988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Global Sport Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 94.863.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014175368/10.

(140200608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Groupe Immobilier International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 51.156.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 10 novembre 2014

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Cette cooptation sera soumise à ratification par la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175374/16.

(140200982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Triton III LuxCo B 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 159.798.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 25 juin 2014 a décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé unique de la Société, Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer, Heiko Dimmerling et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton III LuxCo B 12 S.à r.l.

Référence de publication: 2014175719/19.

(140201069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Triton III LuxCo A 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 159.683.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé de la Société, Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton III LuxCo A 16 S.à r.l.

Référence de publication: 2014175717/17.

(140201071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Trilantic Capital Partners IV (Europe) Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 152.645.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte dressé par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 16 octobre 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 octobre 2014, LAC/2014/48625,

que l'associé unique prononce la clôture de la liquidation de la société à responsabilité limitée, Trilantic Capital Partners IV (Europe) Feeder S.à r.l., en liquidation, ayant son siège social à L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

Les livres de la Société seront conservés pendant une période de 5 années suivant la publication de la liquidation de la Société aux bureaux de Trilantic Capital Partners IV Europe Lux GP S.à r.l. au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg ou à tout autre endroit où cette société pourrait avoir ses bureaux.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175716/18.

(140201082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Eurowatt S.A, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 48.020.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société en date du 9 octobre 2014:

Monsieur Dominique DARNE, né le 1^{er} avril 1958 à Lyon, France, ayant son adresse au 10, rue Meslay, 75003 Paris, France, a été nommé Directeur Général délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 9 octobre 2014.

Le Directeur Général aura les pleins pouvoirs pour représenter et à engager la Société dans le cadre de l'objet social de la Société sujets (i) aux pouvoirs expressément attribués par la Loi et les Statuts aux Actionnaires et (ii) à l'approbation écrite préalable du Conseil d'Administration pour l'une des décisions / actions suivantes à effectuer par la Société et / ou une de ses filiales (le cas échéant).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176053/19.

(140201801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

DP&AC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 162.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176035/10.

(140201948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Equimovers Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 179.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Equimovers Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014176048/11.

(140202008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Domicili S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 128.416.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 6 novembre 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée DOMICILI SARL, ayant eu son siège social à L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Alain NORTH

Le liquidateur

Référence de publication: 2014176031/16.

(140201428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Eastbridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 90.000.208,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 118.954.

En date du 16 septembre 2014, les cessions de parts suivantes ont eu lieu:

- l'associé Sanivec Enterprises Limited, avec siège social au 44, Kallipoleos, 3rd Floor, 1664 Nicosia, Chypre, a cédé la totalité de ses 1.295 parts sociales à Ewa Podgórska, avec adresse au 104/122, rue Marszalkowska, 00-017 Varsovie, Pologne, qui les acquiert;

- l'associé Eventco Enterprises Limited, avec siège social au 44, Kallipoleos, 3rd Floor, 1664 Nicosia, Chypre, a cédé la totalité de ses 3.236 parts sociales à Maciej Drozd, avec adresse au 9A, Szamocin, 03-002 Varsovie, Pologne, qui les acquiert;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176041/17.

(140201673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Energyhouse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 154.031.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014176071/9.
(140201661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Energy One Sarl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 177.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENERGY ONE SARL

Société à Responsabilité Limitée

Référence de publication: 2014176070/11.

(140201541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

E.V.E. (Ergon Vehicle Evong) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 157.894.

Les statuts coordonnés au 20/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/11/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014176037/12.

(140202210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Exakt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 64, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 61.562.

En date du 25/07/2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Résiliation du commissaire aux comptes

L'assemblée générale prend à l'unanimité des voix la décision de résilier avec effet immédiat le mandat du commissaire aux comptes actuelle en fonctions:

- WEYDERT, WELTER & ASSOCIES S.À R.L., établi au L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer, constituée le 30 octobre 2002 et enregistré au Registre de Commerce et de Société sous le numéro B89701

2. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes

L'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer au poste de commissaire aux comptes:

- WEYDERT & WELTER S.À R.L., établi au L-8280 Kehlen, 50A rue de Mamer, constituée le 27 octobre 2005 et enregistré au Registre de Commerce et de Société sous le numéro B112000

3. Durée du mandat

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à la suite de l'Assemblée Générale annuelle appelée à s'expirer en 2020.

Pour l'Administration

Signature

Référence de publication: 2014176088/22.

(140201573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.013,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 184.675.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176045/10.

(140201568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Entreprise EWEN Victor et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7374 Helmdange, 183, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.572.

Il résulte d'une cession de parts sociales du 31 juillet 2014 que la répartition du capital est la suivante:

Monsieur Jules EWEN, entrepreneur, né le 06.02.1959, demeurant à L-7593 Beringen, 22, Roustwee

Dix mille parts sociales	10.000
--------------------------------	--------

Total: dix mille parts sociales	<u>10.000</u>
---------------------------------------	---------------

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Pour Entreprise EWEN Victor et Fils S.à r.l.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2014176046/14.

(140201667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Effequatro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 65.608.

Extrait de résolutions adoptées par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration tenus le 13 novembre 2014

L'assemblée décide de ne pas renouveler les mandats d'administrateurs arrivés à échéance de Messieurs Benoît DESSY, Andrea Giovanni CARINI et Marco GOSTOLI.

L'assemblée nomme Monsieur Jean-Luc JOURDAN, directeur de société, demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg aux fonctions d'administrateur pour un mandat échéant à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020.

L'assemblée nomme Madame Madeleine SIMEON, administratrice de société, demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg aux fonctions d'administratrice pour un mandat échéant à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020.

L'assemblée nomme la société THE MANDATORY SERVICES S.A. avec siège social à Via España and Elvira Mendez Street, Delta Tower, 14th floor, Panama, République de Panama, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020; son représentant permanent est Monsieur Jean-Luc JOURDAN, demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg.

L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat de commissaire aux comptes arrivé à échéance de la société ComCo S.A.

L'assemblée nomme la société GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. avec siège social au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg aux fonctions de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020.

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la société au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg à compter de ce jour.

Le conseil d'administration nomme Monsieur Jean-Luc JOURDAN aux fonctions de Président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014176066/30.

(140201575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Edmund Frette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 119.472.

Les Comptes Consolidés au 31 décembre 2013, le rapport consolidé de gestion et le rapport du réviseur d'entreprises ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014176064/10.

(140202053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Electricité Bettendorf Francis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7640 Christnach, 6, Fielserstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 107.337.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Electricité Bettendorf Francis S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014176043/12.

(140201671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Equinox Energy (Lux) GP S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 190.518.

Extrait de la décision prise par l'associée commanditée en date du 13 novembre 2014

Le siège social de la société a été transféré de L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 13.11.2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Equinox Energy (Lux) GP S.C.S.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014176049/14.

(140202047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

El Baik Food Systems Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 59.059.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 8 octobre 2014

Le mandat des administrateurs de la Société est renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2015:

- M. Rami Shakkour Abu-Ghazaleh, demeurant à SA-21471 Jeddah, Al Hawj Street, Al Rehab District;
- M. Ihsan Shakkour Abu-Ghazaleh, demeurant à SA-21471 Jeddah, Al Hawj Street, Al Rehab District;
- Mme Ferial Soubhi Fouad Al-Muhtadi, demeurant à HKJ-11821 Amman, Third Circle, Jabal Amman

Le mandat du commissaire aux comptes de la Société, COMCOLUX S. à r. l., enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B-58545, ayant son siège social au 67, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, est également renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014176067/18.

(140202159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Erya Tur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 2, rue de la Grève.
R.C.S. Luxembourg B 187.865.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014176076/11.

(140201616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Eurofins Industrial Testing LUX, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 155.534.

La société prend acte que la nouvelle adresse du siège social de son associé Eurofins Environment Testing LUX Holding S.à r.l., numéro d'immatriculation B122860, se situe désormais au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Eurofins Industrial Testing LUX S.à r.l.

Référence de publication: 2014176051/12.

(140201500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Fincere Capital Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 160.480.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 23 octobre 2014:

1. que la démission de M. Carl Pivert en tant que gérant de classe A est acceptée avec effet au 18 septembre 2014;
2. que Mme. Federica Samuelli, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouvelle gérante de classe A avec effet au 20 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176090/15.

(140201609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Finabelia Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 118.718.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 23 octobre 2014

La démission de Madame Marie-Anne DASSY de son poste d'administrateur est acceptée.

Monsieur Michel Conte, Né le 04.06.1960, à Bergerac (France), résident à F-24750 CHAMPCEVINEL, Allée de Jarijoux, est coopté comme nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Pour extrait sincère et conforme

FINABELIA EUROPE S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2014176101/16.

(140201736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

GP Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.791.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014176144/11.

(140201747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Eurobike International Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 95.930.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 13 novembre 2014.

Pour la société

Joëlle SCHWACHTGEN

Le notaire

Référence de publication: 2014176080/13.

(140201979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Euro Asian Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 117.275.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 23 octobre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes par liquidation les opérations de liquidation de la société:

EURO ASIAN INVESTMENTS S.A. ayant eu son siège social à L-8080 BERTRANGE, 57, route de Longwy, dénoncé en date du 28 septembre 2007, RC B 117275.

Pour extrait conforme

Me Céline HENRY-CITTON

Le liquidateur

Référence de publication: 2014176077/14.

(140201622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

GT Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 175.823.

Extrait du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 13 novembre 2014

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'administration de la société les résolutions suivantes:

- décision a été prise d'accepter la démission de NATURWERK S.A. en tant qu'administrateur de la société, et ce avec effet immédiat. La ratification de cette démission sera soumise à la plus prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

- décision a été prise de nommer Monsieur Jean BEISSEL, demeurant professionnellement à 3 rue des Foyers, L-1537 Luxembourg, comme nouvel administrateur de la société, et ce avec effet immédiat. La ratification de cette cooptation sera soumise à la plus prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Pour extrait conforme

Pour la société

Référence de publication: 2014176153/16.

(140202197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Hospital Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 191.786.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of October 2014,

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Hospital Topco Limited, a private company limited by shares, formed and existing under the laws of England, with registered number 9274988, having its registered office at c/o Legalinx, 1 Fetter Lane, London, EC4A 1BR, United Kingdom, represented by Nuala Doyle, lawyer, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it declared to form:

Title I. - Denomination - Registered office - Duration - Object

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. The Company shall have the name "Hospital Midco S.à r.l.".

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other location within the municipality by decision of the sole manager or in case of more than one manager, by a decision of the board of managers.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind, or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, except by way of public offering, raise funds through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, debt instruments, bonds or debentures or generally through the issue of securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of its purpose.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The Company's issued share capital is fixed at twenty thousand pounds sterling (GBP 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares having a par value of one pound sterling (GBP 1.-) each.

The Company's share capital may only be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders, adopted in a manner required for an amendment of these articles of incorporation.

The Company may redeem its own shares.

Art. 7. Each share entitles its owner to one vote.

Art. 8. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, a single representative shall be appointed who shall represent the owners towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of more than one shareholder, transfers of shares are subject to the provisions of article 189 of the Law.

Art. 10. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder, or in case of more than one shareholder, of any of the shareholders.

Title III. - Management

Art. 11. The Company is managed by one (1) or more managers appointed by the sole shareholder, or as the case may, by the general meeting of shareholders. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate purpose and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or as the case may be, the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, or if the Company has more than one manager, by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager, or as the case may be, the board of managers, may sub-delegate its powers for specific tasks to one (1) or several ad hoc agents.

The manager, or as the case may be, the board of managers, will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

In case the Company has more than one manager, the resolutions of the board of managers shall be adopted in a meeting held in Luxembourg. The meeting can validly deliberate and act only if a majority of managers is present or represented and resolutions shall be adopted with the favourable vote of the majority of managers present or represented.

If a manager is unable to attend a meeting of the board of managers, he may give a written proxy to another manager who will be physically present at the meeting, in order for such proxy holder to vote in his name at the meeting of the board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting, it being understood that a manager who dials or connects into the meeting by such means of communication will be counted to the quorum as a member of the board of managers being present at the meeting.

Resolutions adopted at a meeting of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the members who attended the meeting and took part in the deliberation.

Circular resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Title IV. - General meeting of shareholders

Art. 13. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the Law.

All decisions exceeding the powers of the sole manager or, as the case may be, the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders. Any such decision shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one (1) but less than twenty-five (25) shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the share capital. Attendance at the general meeting by virtue of proxy is possible.

The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

Title V. - Financial year - Accounts - Profits - Distributions

Art. 14. The Company's financial year starts on 1 October and ends on 30 September of each year, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 30 September 2015.

Art. 15. Each year, with reference to the end of the Company's financial year, the Company's accounts are drawn up and the sole manager, or as the case may be, the board of managers, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and profit and loss account, in accordance with applicable laws.

Each shareholder may inspect the inventory, balance sheet and profit and loss account at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represents the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company shall be allocated to a legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance is at the disposal of the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders.

The sole manager or, as the case may be, the board of managers, may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the sole manager or, as the case may be, the board of managers, shall be in possession of the interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividends.

Title VI. - Liquidation - Applicable laws

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, designated by the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders.

The liquidators shall be vested with the broadest powers for the realisation of the assets and the payments of liabilities of the Company.

Art. 18. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with applicable laws, and in particular the Law.

Subscription

The appearing party, represented as stated here above, declares to have fully subscribed the twenty thousand (20,000) shares and to have fully paid up such shares by contribution in cash, so that the amount of twenty thousand pounds sterling (GBP 20,000.-) is now available to the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 1,500.- Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, represented as stated above, and representing the entire share capital of the Company, adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at one (1).

2) The following person is appointed as sole manager of the Company for an unlimited period of time:

Stéphane BIVER, born in Watermael-Boitsfort (Belgium), on 3 August 1968, having his professional address at 128 Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3) The Company shall have its registered office at 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the proxyholder, in case of divergences between the English and the French version, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxyholder, who is known to the notary by family name, personal name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Hospital Topco Limited, une société à responsabilité limitée par actions, constitué et régi par les lois de l'Angleterre, avec numéro d'enregistrement 9274988, ayant son siège social au c / o Legalinx, 1 Fetter Lane, Londres, EC4A 1 BR, Royaume-Uni, ici représentée par Nuala Doyle, avocat, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. La Société aura la dénomination: «Hospital Midco S.à r.l.».

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Titre II. - Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital émis de la Société est fixé à vingt mille livres sterling (GBP 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

Le capital social de la Société peut seulement être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée selon la modalités requises pour la modification des présents statuts.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Art. 8. La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Dans le cas où une part sociale est détenue par plusieurs personnes, un seul représentant sera nommé qui représenteront les copropriétaires envers la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

Art. 9. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 10. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou en cas de plusieurs associés, de l'un des associés.

Titre III. - Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants nommés par l'associé unique, ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doit pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à une réunion qui s'est tenue à Luxembourg. La réunion ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants sont présents ou représentés et les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil de gérance, il pourra donner une procuration écrite à un autre gérant, qui sera physiquement présent à la réunion, afin, pour ce dernier de voter en son nom à la réunion du conseil de gérance.

Tout gérant pourra participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication semblable permettant à toutes les personnes qui prennent part à la réunion de s'entendre réciproquement. La participation à la réunion du conseil de gérance dans de telles circonstances est équivalente à une participation en personne à une telle réunion, étant entendu qu'un gérant participant à la réunion par de tels moyens sera pris en compte pour le quorum, en tant que membre physiquement présent à la réunion.

Les résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil de gérance ont la même validité et portée que si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître en un seul document ou sur plusieurs copies d'une résolution identique. La date d'une telle résolution circulaire est celle de la dernière signature.

Art. 12. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 13. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la Loi.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un (1), mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social. La représentation à l'assemblée générale au moyen de procuration est admise.

Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés à l'assemblée générale annuelle dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Titre V. - Exercice social - Comptes - Profits - Distributions

Art. 14. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution de la Société et se terminera le 30 septembre 2015.

Art. 15. Chaque année, en référence à la fin de l'exercice social de la Société, les comptes de la Société sont établis et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, conformément aux lois applicables.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires, bilan et compte de profits et pertes au siège social de la Société.

Art. 16. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital nominal de la Société.

L'excédent est à la libre disposition de l'associé unique, ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le gérant unique ou conseil de gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

Titre VI. - Liquidation - Lois applicables

Art. 17. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

Art. 18. Pour tout ce qui ne sont pas régis par les présents Statuts seront déterminés en conformité avec les lois en vigueur, et notamment la Loi.

175264

Souscription

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré avoir entièrement souscrit aux actions et avoir entièrement libérées ces actions par apport en espèces, de sorte que la somme de vingt mille livres sterling (GBP 20.000) est à la disposition de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué à environ 1.500 euros.

Résolutions de l'associé unique

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, et représentant la totalité du capital de la Société, a adopté les résolutions suivantes:-

1) Le nombre de gérants est fixé à un (1).

2) La personne suivante est nommée comme gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

Stéphane BIVER, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 3 Août 1968, ayant son adresse professionnelle au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3) La Société a son siège social au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du mandataire, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande du même mandataire il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Doyle, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14737. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014176167/292.

(140202242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

**IT & T Consulting S.A., Société Anonyme,
(anc. I.T.& T. Consulting - Information Technology and Telematics Consulting S.A.).**

Enseigne commerciale: IT & T Group.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 70.678.

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme I.T. & T. CONSULTING - INFORMATION TECHNOLOGY AND TELEMATICS CONSULTING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 70.678, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 juillet 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 727 du 30 septembre 1999. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Marc VAN HOEK, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'Assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Marc VAN HOEK, prénommé.

Le bureau étant dûment constitué, Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il appert de la liste de présence que les 310 (trois cent dix) actions représentant l'intégralité du capital social émis et libéré sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables. Ladite liste de présence ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que les actionnaires constatent expressément que la société n'a pas émis d'emprunt obligataire.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de «I.T.& T. CONSULTING - INFORMATION TECHNOLOGY AND TELEMATICS CONSULTING S.A.» en «IT & T CONSULTING S.A.», ajout d'un nom commercial «IT & T Group» et modification subséquente de l'article 1^{er}, premier alinéa, des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. premier alinéa.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «IT & T CONSULTING S.A.», faisant le commerce sous le nom commercial «IT & T Group».

2. Modification de l'article 2 des Statuts de la Société relatif à l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet:

1. Les prestations de conseil, d'ingénierie ou de formation pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'ingénierie du logiciel, aux services d'information électronique, à la sécurité des réseaux informatiques (intranet, internet, etc) destinés entre autres à l'information, la communication, la publicité, la vente par correspondance, la vente en ligne, et plus généralement aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ainsi qu'au domaine du management (BPR, réorganisation, analyse de la valeur) et du marketing.

2. La conception, l'implémentation, l'adaptation, la production, l'intégration, l'hébergement, la supervision, la gestion et l'infogérance de services, de serveurs ou d'équipements dans les domaines de l'informatique, la bureautique, le commerce électronique et la télécommunication, le tout dans le sens le plus large des termes.

3. le développement, l'achat, l'exploitation et la vente de tous droits intellectuels liés aux droits d'auteurs (informatiques et littéraires), brevets d'inventions, marques de fabrique ou de commerce et noms de domaine.

4. l'importation, l'exportation, le négoce, l'achat et la revente de services, de marchandises, de matières premières et de biens matériels ou immatériels, à l'exclusion de matériel militaire, ainsi que le développement de tous produits associés, y compris toutes prestations de service et de conseil s'y rattachant de près ou de loin pourvu qu'elles soient connexes et accessoires et non dans l'attribution exclusive d'une profession spécialement réglementée par une loi.

La Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, se rattachant, directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.»

3. Introduction de la possibilité d'avoir un administrateur unique dans le cas où la société n'a qu'un actionnaire unique et modification subséquente des articles 5 et 6 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique ("Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs, qui pourront être subdivisés en administrateurs de catégorie A et administrateurs de catégorie B, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme ne pouvant excéder 6 années et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.»

« **Art. 6.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique le cas échéant, a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique le cas échéant, est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique le cas échéant, déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, soit en cas de présence d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A ensemble avec la signature d'un administrateur de catégorie B, soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»

4. Divers.

L'assemblée, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de changer la dénomination sociale de «I.T.& T. CONSULTING - INFORMATION TECHNOLOGY AND TELEMATICS CONSULTING S.A.» en «IT & T CONSULTING S.A.», d'ajouter un nom commercial «IT & T Group» et de modifier en conséquence l'article 1^{er}, premier alinéa, des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. premier alinéa.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «IT & T CONSULTING S.A.», faisant le commerce sous le nom commercial «IT & T Group».

Deuxième résolution

L'assemblée Générale, constatant expressément que la société n'a pas émis d'emprunt obligataire, décide de changer l'objet social de la société, de sorte que l'article 2 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet:

1. Les prestations de conseil, d'ingénierie ou de formation pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'ingénierie du logiciel, aux services d'information électronique, à la sécurité des réseaux informatiques (intranet, internet, etc) destinés entre autres à l'information, la communication, la publicité, la vente par correspondance, la vente en ligne, et plus généralement aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ainsi qu'au domaine du management (BPR, réorganisation, analyse de la valeur) et du marketing.

2. La conception, l'implémentation, l'adaptation, la production, l'intégration, l'hébergement, la supervision, la gestion et l'infogérance de services, de serveurs ou d'équipements dans les domaines de l'informatique, la bureautique, le commerce électronique et la télécommunication, le tout dans le sens le plus large des termes.

3. le développement, l'achat, l'exploitation et la vente de tous droits intellectuels liés aux droits d'auteurs (informatiques et littéraires), brevets d'inventions, marques de fabrique ou de commerce et noms de domaine.

4. l'importation, l'exportation, le négoce, l'achat et la revente de services, de marchandises, de matières premières et de biens matériels ou immatériels, à l'exclusion de matériel militaire, ainsi que le développement de tous produits associés, y compris toutes prestations de service et de conseil s'y rattachant de près ou de loin pourvu qu'elles soient connexes et accessoires et non dans l'attribution exclusive d'une profession spécialement réglementée par une loi.

La Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, se rattachant, directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'introduire la possibilité d'avoir un administrateur unique dans le cas où la société n'a qu'un actionnaire unique et de modifier en conséquence les articles 5 et 6 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

“ **Art. 5.** Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'Administrateur Unique) qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs, qui pourront être subdivisés en administrateurs de catégorie A et administrateurs de catégorie B, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme ne pouvant excéder 6 années et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.»

« **Art. 6.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique le cas échéant, a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique le cas échéant, est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le Conseil d'Administration ou l'administrateur unique le cas échéant, déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, soit en cas de présence d'administrateurs de catégorie A et de catégorie B, par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A ensemble avec la signature d'un administrateur de catégorie B, soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été close.

DONT ACTE , fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec nous Notaire la présente minute.

Signé: M. Van Hoek, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 novembre 2014. LAC/2014/51239. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174629/171.

(140200190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

ICBC (Europe) Ucits SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulles.

R.C.S. Luxembourg B 191.675.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty second day of the month of October.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ICBC (Europe) S.A., with registered office in 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS Luxembourg under number B 119320,

duly represented by Oona Tuomi, avocat, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg on 21 October 2014.

The proxy given above is signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary and shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the notary to state as follows the articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") of a company which it will form.

“Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose - Definitions

Art. 1. Name. There is hereby established by the founding Shareholder and all those who may become owners of Shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "ICBC (Europe) UCITS SICAV" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Board of Directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

2.3 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad (but not, in any event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the Board of Directors.

2.4 In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, military or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in Transferable Securities and other liquid financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the UCI Law.

Art. 5. Definitions. “Board of Directors” means the board of directors of the Company, from time to time.

“Business Day” means any day when the banks are open in Luxembourg, Hong Kong and the People’s Republic of China and/or such other place or places and such other day or days as the Directors may determine and notify to the Shareholders in advance.

“Class” / “Class of Shares” is a class of Shares of a Sub-Fund.

“Company” means ICBC (Europe) UCITS SICAV.

“Dealing Day” means such Business Day on which subscription requests or redemption requests shall be effected.

“Depository” means any depository bank as defined under Article 29.1 hereof.

“Designated Person” means any person to whom a transfer of Shares (legally or beneficially) or by whom a holding of Shares (legally or beneficially) would or, in the opinion of the Directors, might be in breach of the law or the requirements of any country or governmental authority or result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any other disadvantage which the Company may not otherwise have incurred or suffered.

“Director(s)” means the member(s) of the Board of Directors.

“EU” means the European Union.

“EUR” or “Euro” means the legal currency of the European Monetary Union.

“Member State” means a member state of the EU. The states that are contracting parties to the agreement creating the European Economic Area other than the member states of the EU, within the limits set forth by this agreement and related acts, are considered as equivalent to member states of the EU.

“Money Market Instruments” means instruments normally dealt in on the money market which are liquid, and have a value which can be accurately determined at any time.

“Net Asset Value” means the net asset value of the Company, a Sub-Fund or a Class (as the context may require) as calculated in accordance with Article 12.

“Net Asset Value per Share” means in relation to each Class of Shares of any Sub-Fund, the value per Share determined in accordance with Article 12.

“Other Regulated Market” means a market which is regulated, operates regularly and is recognized and open to the public, and which may be assimilated to a Regulated Market for the purpose of the UCI Law, and accepted as such by the Luxembourg financial regulator, the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the CSSF.

“Prospectus” means the document(s) whereby Shares in the Company are offered to investors.

“Regulated Market” means a regulated market as defined in the EC Parliament and Council Directive 2004/39/EC dated 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended.

“Share” means each share within any Class of a Sub-Fund of the Company issued and outstanding from time to time.

“Shareholder” means a holder of Shares.

“Sub-Fund” or “Compartment” means a specific portfolio of assets, held within the Company which is invested in accordance with a particular investment objective.

“Time” all references to time throughout these Articles of Incorporation shall be references to Luxembourg time, unless otherwise indicated.

“Transferable Security” has the meaning ascribed to it by the UCI Law.

“UCI(s)” means undertaking(s) for collective investment.

“UCI Law” means the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time.

“UCITS Directive” means EC Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the co-ordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCIs in Transferable Securities (“UCITS”), as may be amended from time to time.

“U.S. Person” has the meaning as disclosed in the Prospectus.

“Valuation Day” means a Business Day as of which the Net Asset Value per Share is determined.

“Valuation Point” means the point in time on which the value of the assets of a Sub-Fund is determined on a Valuation Day.

Words importing a masculine gender also include the feminine gender, words importing a singular also include the plural, and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares.

6.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company calculated pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital shall be as provided by the UCI Law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six (6) months after the date on which the Company has been authorised as a UCI under the UCI Law.

6.2 As of the day of incorporation of the Company, the initial share capital of the Company is of thirty-one thousand Euro (EUR 31.000.-) divided into three hundred and ten (310) Shares of no par value.

6.3 The Shares of a Sub-Fund to be issued pursuant to Articles 7 and 8 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different Classes. The proceeds of the issue of each Class of Shares shall be invested in Transferable Securities of any kind and any other liquid financial assets permitted by the UCI Law and Luxembourg regulations pursuant to the investment strategy determined by the Board of Directors for a Sub-Fund established in respect of the relevant Class of Shares, subject to the investment restrictions provided for by the UCI Law and Luxembourg regulations or determined by the Board of Directors.

6.4 The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of Article 181 of the UCI Law for each Class of Shares or for two or more Classes of Shares in the manner described in Article 12.2 III hereof. Each portfolio of assets shall be, as between Shareholders thereof invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund with regard to third parties, in particular, towards the Company’s creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

6.5 The Board of Directors may create each Sub-Fund or Class of Shares for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund or Class of Shares once or several times. At expiry of the duration of the Sub-Fund or Class of Shares, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with the provisions of Article 9 below. At each prorogation of a Sub-Fund or Class of Shares, the Shareholders shall be duly notified.

6.6 The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed.

6.7 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total aggregate of the net assets of each Sub-Fund.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by any entity designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder’s name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. Evidence of such inscription shall be delivered upon request to the Shareholder.

The Share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The certificates will remain valid even if the list of authorized signatories of the Company is modified. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

7.2 Transfer of registered Shares shall be effected: (i) if Share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company; and (ii) if no Share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such entry shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

7.3 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.4 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

7.5 The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

7.6 The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote, unless the number is so that they represent an entire Share in which case they confer a voting right, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board of Directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund or Class of Shares. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares of any Sub-Fund or Class of Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Prospectus.

8.3 Furthermore, the Board of Directors may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

8.4 Whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered after the initial offer period as described in the Prospectus shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund as determined in compliance with Article 12 hereof as of such Valuation Day as may be determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by certain costs and expenses incurred or to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

8.5 The issue price per Share so determined shall be payable within a maximum period as determined by the Board of Directors which shall be specified in the Prospectus or the relevant subscription document and which shall not exceed ten (10) Business Days (as defined in the Prospectus) after the relevant Dealing Day.

8.6 Where an applicant for Shares fails to pay the issue price on subscription, the Board of Directors may cancel the allotment or, if applicable, redeem the Shares. In this case the applicant may be required to indemnify the Company against any and all losses, costs or expenses incurred (as conclusively determined by the Board of Directors in its discretion) directly or indirectly as a result of the applicant's failure to make timely payment. In computing such loss, account shall be taken, where appropriate, of any movement in the price of the Shares concerned between allotment and cancellation or redemption and the costs incurred by the Company in taking proceedings against the applicant.

8.7 No request for conversion or redemption of a Share shall be dealt with unless the issue price for such Share has been paid and any confirmation delivered in accordance with this Article.

8.8 The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

8.9 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, to deliver a valuation report from the approved statutory auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé"). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment strategy and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles of Incorporation any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares in the Company.

9.2 Subject to the provisions of Article 13 hereof, the redemption price per Share shall be paid within a maximum period as may be determined by the Board of Directors which shall be specified in the Prospectus and which shall not exceed ten (10) Business Days (as defined in the Prospectus) from the relevant Dealing Day, provided that the Share certificates (if any) and such instruments for redemption as may be required by the Board of Directors have been received and are in a form which is satisfactory to the Company.

9.3 The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant Class within the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the Prospectus. Such price may be decreased by certain costs and expenses to be incurred by the Company when disposing of assets in order to pay the redemption proceeds to redeeming Shareholders, and disclosed in the Prospectus. Furthermore, the redemption price may be rounded up or down to no less than 2 decimal places or such number of decimal places as the Board of Directors shall determine in its discretion.

9.4 The Board of Directors may defer redemptions as of a particular Dealing Day to the next Dealing Day as of which redemptions are accepted, where the requested redemptions exceed 10% of a Sub-Fund's Net Asset Value. The Board of Directors will ensure the consistent treatment of all Shareholders who have sought to redeem Shares as of any Dealing Day at which redemptions are deferred. The Board of Directors will pro-rate all such redemption requests to the stated level (i.e. 10% of the relevant Sub-Fund's Net Asset Value) and will defer the remainder until the next Dealing Day as of which redemptions are accepted. The Directors will also ensure that all deals relating to an earlier Dealing Day are completed before those relating to a later Dealing Day as of which redemptions are accepted are considered.

9.5 The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, and with the express consent of the relevant Shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets in such Class or Classes of Shares equal in value (as calculated in the manner described in Article 12 hereof) as of the Valuation Day on which the redemption price is determined to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed, as applicable, by a special report of the approved statutory auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the Shareholder.

9.9 All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 10. Conversion of Shares.

10.1 Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his Shares in one Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or in one Share Class into another Share Class of the same or other Sub-Fund, provided that the Board of Directors may: (i) at its absolute discretion reject any request for the conversion of Shares in whole or in part; (ii) set restrictions, terms and conditions as to the right to and frequency of conversions between certain Sub-Funds and Share Classes; (iii) require the payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine (unless otherwise provided for in the Prospectus).

10.2 The price for the conversion of Shares shall be computed by reference to the respective Net Asset Values per Share of the two Sub-Funds or the two Share Classes concerned, determined as of the same Valuation Day.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund or Class of Shares would fall below such minimum number or value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class or Sub-Fund.

10.4 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund or of another Share Class within the same or other Sub-Fund shall be cancelled.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

11.2 Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any U.S. Person or any Designated Person, and for such purposes the Company may:

11.2.1 decline to issue any Shares and decline to register any transfer of Shares where it appears to it that such registration or transfer would or might result in the legal or beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or by any Designated Person; and

11.2.2 at any time require any person whose name is entered in or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a U.S. Person or any Designated Person, or whether such entry in the register will result in the beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or any Designated Person; and

11.2.3 decline to accept the vote of any U.S. Person or any Designated Person at any meeting of Shareholders of the Company.

11.3 Where it appears to the Company that: (i) any U.S. Person or any Designated Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares; or that (ii) the aggregate Net Asset Value of Shares or the number of Shares held by a Shareholder falls below such value or number of Shares respectively as determined by the Board of Directors of the Company, or (iii) where in exceptional circumstances the Board of Directors determines that a compulsory redemption is in the interest of the other Shareholders, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

11.3.1 The Company shall serve a notice (the "purchase notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser;

11.3.2 Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in the purchase notice;

11.3.3 Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of Shareholders;

11.3.4 The price at which each such Share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class as of the Valuation Day next succeeding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates (if any) representing the Shares specified in such notice, all as determined by the Board of Directors, less any service charge provided therein.

11.3.5 Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency set by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the Share certificate or certificates (if any) specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto;

11.3.6 Upon service of the purchase notice as aforesaid, such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates (if any) as aforesaid. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have the power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company;

11.3.7 The exercise by the Company of the power conferred by Article 11 hereof shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value per Share.

12.1 The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund or Class of Shares as the case may be shall be expressed in the reference currency (as defined in the Prospectus) of the relevant Sub-Fund or Class of Shares concerned and shall be determined as of the Valuation Point of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Sub-Fund or Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund or Class of Shares, as of the Valuation Point of any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Sub-Fund or Class of Shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset

Value per Share may be rounded up or down to two (2) decimal places or such number of decimal places as the Directors shall determine. If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. In such a case, instructions for subscription, redemption or conversion of Shares shall be executed on the basis of the second valuation.

12.2 The valuation of the Net Asset Value of each Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with the paragraphs below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- 6) the primary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The valuation of assets of each Sub-Fund of the Company shall be calculated in the following manner:

(A) Transferable Securities and Money Market Instruments which are quoted, listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market save as hereinafter provided will be valued at last traded market prices, which may be, the closing market price, the mid-market price or the latest market price, as appropriate. Where a security is listed or dealt in on more than one Regulated Market or an Other Regulated Market the relevant exchange or market shall be the principal stock exchange or market on which the security is listed or dealt on. Investments listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market, but acquired or traded at a premium or at a discount outside or off the relevant exchange or market may be valued taking into account the level of premium or discount as of the Valuation Day provided that a competent person (having been appointed by the Directors) shall be satisfied that the adoption of such a procedure is justifiable in the context of establishing the probable realisation value of the security.

(B) The value of any Transferable Security which is not quoted, listed or dealt in on a Regulated Market or an Other Regulated Market or which is so quoted, listed or dealt in but for which no such quotation or value is available or the available quotation or value is not representative shall be the probable realisation value as estimated with care and good faith by (i) the Directors or (ii) a competent person, firm or corporation (including the Company's investment manager) selected by the Directors and approved for the purpose by the Depositary or (iii) any other means provided that the value is approved by the Depositary. Where reliable market quotations are not available for fixed income securities the value of such securities may be determined using matrix methodology compiled by the Directors whereby such securities are valued by reference to the valuation of other securities which are comparable in rating, yield, due date and other characteristics.

(C) Cash on hand or on deposit will be valued at its nominal / face value plus accrued interest, where applicable, on the Valuation Point of the relevant Valuation Day.

(D) Derivative contracts traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market shall be valued at the settlement price on the relevant market. If the settlement price is not available, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by (i) the Directors or the Company's investment manager or (ii) a competent person, firm or corporation selected by the Directors and approved for the purpose by the Depositary or (iii) any other means provided that the value is approved by the Depositary. Derivative contracts which are traded over-the-counter ("OTC") will be valued daily either (i) on the basis of a quotation provided by the relevant counterparty and such valuation shall be approved or verified at least weekly by a party who is approved for the purpose by the Depositary and who is independent of the counterparty; or (ii) using an alternative valuation provided by a competent person appointed by the Directors and approved for the purpose by the Depositary or a valuation by any other means provided that the value is approved by the Depositary (the "Alternative Valuation"). Where such Alternative Valuation method is used the Company will follow international best practice and adhere to the principles on valuation of OTC instruments established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions or the Alternative Investment Management Association and will be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences arise these will be promptly investigated and explained.

(E) Forward foreign exchange contracts shall be valued in the same manner as derivatives contracts which are not traded in a regulated market or by reference to freely available market quotations.

(F) Notwithstanding paragraph (A) above units in collective investment schemes shall be valued at the latest available net asset value per unit or mid price as published by the relevant collective investment scheme or, if listed or traded on a Regulated Market or an Other Regulated Market, in accordance with (A) above.

(G) The Directors may value securities having a residual maturity not exceeding three months and having no specific sensitivity to market parameters including credit risk, using the amortised cost method of valuation.

(H) The value of Money Market Instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market or Other Regulated Market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than sixty (60) days is deemed to be the market value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money Market Instruments with a remaining maturity of sixty (60) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(I) The Directors may adjust the value of any investment if having regard to its currency, marketability, applicable interest rates, anticipated rates of dividend, maturity, liquidity or any other relevant considerations, they consider that such adjustment is required to reflect the fair value thereof.

(J) Any value expressed otherwise than in the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be converted into the reference currency of the relevant Sub-Fund at the prevailing exchange rate (whether official or otherwise) that the Directors shall determine to be appropriate.

(K) Where the value of any investment is not ascertainable as described above, the value shall be the probable realisation value estimated by the Directors with care and in good faith or by a competent person approved for the purpose by the Depositary.

(L) If the Directors deem it necessary a specific investment may be valued under an Alternative Valuation method chosen by the Directors in particular, if they consider that such method of valuation better reflects value generally or in particular markets or market conditions and is in accordance with good practice.

To the extent that the Board of Directors considers that it is in the best interests of the Company, given the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by Shareholders in relation to the size of any Sub-Fund, an adjustment, as determined by the Board of Directors at its discretion, may be reflected in the Net Asset Value of the Sub-Fund for such sum as may represent the percentage estimate of costs and expenses which may be incurred by the relevant Sub-Fund under such conditions.

II. The liabilities of the Company shall include:

(1) the total amount of any actual or estimated liabilities properly payable out of the assets of the Sub-Fund including any and all outstanding borrowings of the Sub-Fund, interest, fees and expenses payable on such borrowings and any estimated liability for tax and such amount in respect of contingent or projected expenses as the Directors consider fair and reasonable as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day;

(2) such sum in respect of tax (if any) on income or capital gains realised on the investments of the Company or Sub-Fund as in the estimate of the Directors will become payable;

(3) the amount (if any) of any distribution declared but not distributed in respect thereof;

(4) the remuneration of the management company, the administrator, the Depositary, the investment manager, any global distributor and any other providers of services to the Sub-Fund accrued but remaining unpaid together with a sum equal to the value added tax chargeable thereon (if any);

(5) the total amount (whether actual or estimated by the Directors) of any other liabilities properly payable out of the assets of the Sub-Fund (including all establishment, operational and ongoing administrative fees, costs and expenses) as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day;

(6) an amount as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day representing the projected liability of the Sub-Fund in respect of costs and expenses to be incurred by the Sub-Fund in the event of a subsequent liquidation;

(7) an amount as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day representing the projected liability of the relevant calls on Shares in respect of any warrants issued and/or options written by the Sub-Fund or Class of Shares; and

(8) any other liability which may properly be deducted.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund or Class will be converted into the reference currency of such Sub-Fund or Class at the rate of exchange determined as of the relevant Valuation Point of the relevant Valuation Day in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its absolute discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset and / or liability of the Company.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Sub-Fund in respect of each Class of Shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more Classes of Shares in the following manner:

1) if two or more Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment strategy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, Classes of Shares

may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to: (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions ("distribution Shares") or not entitling to distributions ("capitalisation Shares"); and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure; and/or (iii) a specific management or advisory fee structure; and/or (iv) a specific assignment of distribution, Shareholder services or other fees; and/or (v) a specific type of investor; and/or (vi) a specific currency; (vii) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation; and/or (viii) any other specific features applicable to one Class of Shares;

The Board of Directors may, at its discretion, decide to change the characteristics of any Class as described in the Prospectus in accordance with the procedures determined by the Board of Directors from time to time.

2) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that Class of Shares, provided that if several Classes of Shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

3) the assets and liabilities and the income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the Class or Classes of Shares corresponding to such Sub-Fund;

4) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

5) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

6) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the Net Asset Value of the relevant Classes of Shares or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund; and

7) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud, bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organisation which the Board of Directors may appoint in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders, subject to Article 12.1 hereof.

IV. For the purpose of this Article:

1) in determining the value of investments of each Sub-Fund the Directors may at their discretion value the investments of each Sub-Fund (i) at lowest market dealing bid prices where on any Dealing Day the value of all redemption requests received exceeds the value of all applications for Shares received for that Dealing Day or at highest market dealing offer prices where on any Dealing Day the value of all applications for Shares received for that Dealing Day exceeds the value of all redemption requests received for that Dealing Day, in each case in order to preserve the value of the Shares held by existing Shareholders; or (ii) at bid and offer prices, where a Sub-Fund is dual priced and bid and offer value is used to determine the price at which Shares are issued and redeemed;

2) every Share agreed to be issued by the Directors with respect to each Dealing Day shall be deemed to be in issue as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day for the relevant Dealing Day and the assets of the Sub-Fund shall be deemed to include not only cash and property in the hands of the Depositary but also the amount of any cash or other property to be received in respect of Shares agreed to be issued after deducting therefrom (in the case of Shares agreed to be issued for cash) or providing for preliminary charges;

3) where investments have been agreed to be purchased or sold but such purchase or sale has not been completed, such investments shall be included or excluded and the gross purchase or net sale consideration excluded or included as the case may require as if such purchase or sale had been duly completed unless the Directors have reason to believe such purchase or sale will not be completed;

4) there shall be added to the assets of the relevant Sub-Fund any actual or estimated amount of any taxation of a capital nature which may be recoverable by the Company which is attributable to that Sub-Fund;

5) there shall be added to the assets of the relevant Sub-Fund a sum representing any interest, dividends or other income accrued but not received and a sum representing unamortised expenses;

6) there shall be added to the assets of the relevant Sub-Fund the total amount (whether actual or estimated by the Directors or their delegate) of any claims for repayment of any taxation levied on income or capital gains including claims in respect of double taxation relief; and

7) where notice of the redemption of Shares has been received by the Company with respect to a Sub-Fund for a particular Dealing Day and the cancellation of such Shares has not been completed, the Shares to be redeemed shall be deemed not to be in issue on the Valuation Point of the relevant Valuation Day and the value of the assets of the Sub-

Fund, as of the Valuation Point of the relevant Valuation Day, shall be deemed to be reduced by the amount payable upon such redemption.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 With respect to each Sub-Fund or Class of Shares, the Net Asset Value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at a frequency, which shall not be lower than twice a month, and a time determined by the Board of Directors and determined in the Prospectus, such date and time of determination being the Valuation Day and Valuation Point, respectively.

13.2 The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Shares to and from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

13.2.1 during the whole or part of any period (other than for ordinary holidays or customary weekends) when any of the Regulated Markets or Other Regulated Markets on which the Company's investments are quoted, listed, traded or dealt are closed or during which dealings therein are restricted or suspended or trading is suspended or restricted; or

13.2.2 during the whole or part of any period when circumstances outside the control of the Directors exist as a result of which any disposal or valuation by the Company of investments of the Sub-Fund is not reasonably practicable or would be detrimental to the interests of Shareholders or it is not possible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments to or from the relevant account of the Company; or

13.2.3 during the whole or part of any period when any breakdown occurs in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments of the relevant Sub-Fund; or

13.2.4 during the whole or any part of any period when for any other reason the price or value of any of the Company's investments cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

13.2.5 during the whole or any part of any period when subscription proceeds cannot be transmitted to or from the account of the Company or the Sub-Fund being unable to repatriate funds required for making redemption payments or when such payments cannot, in the opinion of the Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

13.2.6 following a possible decision to merge, liquidate or dissolve the Company or, if applicable, one or several Sub-Funds; or

13.2.7 following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit, the issue, redemption and/or the conversion at the level of a master fund in which the Sub-Fund invests in its quality as feeder fund of such master fund, to the extent applicable;

13.2.8 if any other reason makes it impossible or impracticable to determine the value of a portion of the investments of the Company or any Sub-Fund; or

13.2.9 if, in exceptional circumstances, the Directors determine that suspension of the determination of the Net Asset Value is in the interest of Shareholders (or Shareholders in that Sub-Fund as appropriate).

13.3 Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

13.4 Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund if the assets within such other Sub-Fund are not affected to the same extent by the same circumstances.

13.5 Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share.

Title III. Administration and supervision

Art. 14. Board of Directors.

14.1 The Company shall be managed by the Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; in particular by the Shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualified, provided however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders. The general meeting of Shareholders shall also determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

In the event an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors.

Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors. Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual.

14.2 Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares validly cast and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

14.3 In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a director to temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 15. Board Meetings.

15.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (who need not be a director) who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. Either the chairman or any two Directors may at any time summon a meeting of the Directors by notice in writing to every Director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

15.2 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of an emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing by mail, e-mail, facsimile or any other similar means of communication, or when all Directors are present or represented at the meeting. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

15.3 The chairman shall preside at the meetings of the Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in the case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

15.4 The Board of Directors may from time to time and at any time by powers of attorney appoint any company, firm, person or body of persons, with full power of substitution, to be the attorney or attorneys of the Company for such purpose and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the Board of Directors under these Articles of Incorporation) and for such period and subject to such conditions as they may think fit, and any such powers of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorneys as the Board of Directors may think fit and may also authorise any such attorney to delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

15.5 Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by mail, e-mail or facsimile or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

15.6 The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

15.7 The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are present or represented.

15.8 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

15.9 Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

15.10 Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings. Each Director shall approve such resolution in writing, by mail, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

15.11 Members of the Board of Directors or of any committee thereof may participate in a meeting of the Board of Directors or of such committee by means of conference telephone, videoconference, or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and participation in a meeting pursuant to this provision shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 16. Powers of the Board of Directors.

16.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment strategies as determined in Article 19 hereof.

16.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 17. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Powers.

18.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of

the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

18.2 The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Investment Strategies and Restrictions.

19.1 The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment objective and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

19.2 Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

19.2.1 Transferable Securities or Money Market Instruments;

19.2.2 shares or units of other UCIs, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS;

In particular, the Prospectus may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant Sub-Fund of the Company invests at least 85% of its Net Asset Value in units/shares of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund;

19.2.3 deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;

19.2.4 financial derivative instruments;

19.2.5 shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company under the conditions provided for by the UCI Law.

19.3 The investment strategy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

19.4 The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any Regulated Markets of a state of Europe, being or not Member State and Other Regulated Markets of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

19.5 The Company may also invest in recently issued Transferable Securities and Money Market Instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a Regulated Market or an Other Regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

19.6 In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in Transferable Securities or Money Market Instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, another member state of the OECD, such nonmember state(s) of the OECD as set out in the Prospectus or public international bodies of which one or more Member States are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

19.7 The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Prospectus, that: (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors or by other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

19.8 Investments of each Sub-Fund of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Prospectus. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

19.9 The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to Transferable Securities and Money Market Instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes.

Art. 20. Conflict of Interest.

20.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Board of Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

20.2 In the event that any Directors or officers of the Company may have an interest in any transaction of the Company which conflicts with the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

20.3 Such conflict of interest as referred to in this Article, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company of any external investment manager appointed by the Company, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Indemnification of Directors. Every Director, agent, auditor, or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets of the Company against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company's business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company; or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or wilful misconduct against the Company.

Art. 22. Approved statutory auditors.

22.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

22.2 The approved statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the UCI Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 23. General Meetings of Shareholders of the Company.

23.1 The general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

23.2 The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

23.3 It may also be called upon the request of Shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company.

23.4 The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office or at a place specified in the notice of meeting, on the 3rd Tuesday in April each year at 3pm (Luxembourg time).

23.5 If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day.

23.6 Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

23.7 The Board of Directors may convene a general meeting of Shareholders pursuant to a notice setting forth the agenda published to the extent and in the manner required by Luxembourg law and/or sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders or at such other address indicated by the relevant Shareholder. No evidence of the giving of such notice to registered Shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail five calendar days at the latest before the relevant meeting.

23.8 All Shares being in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

23.9 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

23.10 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

23.11 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

23.12 Each Share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by mail or by facsimile transmission, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

23.13 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nihil votes shall not be taken into account.

23.14 Each Shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

23.15 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 24. General Meetings of Shareholders of Sub-Funds or of Classes of Shares.

24.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

24.2 In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

24.3 The provisions of Article 23, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 shall apply to such general meetings of Shareholders.

24.4 Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by mail or by facsimile transmission to another person who need not be a Shareholder and may be a Director.

24.5 Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

Art. 25. Closure of Sub-Funds and/or Classes.

25.1 In the event that for any reason the value of the total net assets in any Class or Sub-Fund has not reached or has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Class or Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to redeem all the Shares of the relevant Class or Sub-Fund at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as of the Valuation Day at which such decision shall take effect and therefore close the relevant Sub-Fund. The Company shall serve a written notice to the Shareholders of the relevant Class or Sub-Fund prior to the effective date for the compulsory redemption. This notice will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Class or the Sub-Fund concerned may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

25.2 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of the Shareholders of any Class within any Sub-Fund may, upon a proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of the relevant Class within the relevant Sub-Fund and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of the Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes validly cast at the meeting.

25.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

25.4 All redeemed Shares shall be cancelled.

25.5 The liquidation of the last remaining Sub-Fund of the Company will result in the liquidation of the Company in accordance with the UCI Law.

Art. 26. Mergers of the Company and / or its Sub-Funds and amalgamation of Classes.

26.1. The Board of Directors may propose to proceed with a merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with (i) another Luxembourg or foreign UCITS; or (ii) a sub-fund thereof (the "New UCITS"), and, as appropriate, to redesignate the Shares of the Company concerned as shares of this New UCITS. In case the Company is the receiving UCITS (within the meaning of the UCI Law), solely the Board of Directors will decide on the merger and effective date thereof. In the case the Company is the absorbed UCITS (within the meaning of the UCI Law), and hence ceases to exist, the general meeting of the Shareholders, rather than the Board of Directors, has to approve, and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes validly cast at such meeting. Such a merger shall be subject to the

conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.2 The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the UCI Law) of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with (i) another existing or new Sub-Fund within the Company or another subfund within a New UCITS (the “New Sub-Fund”); or (ii) a New UCITS, and, as appropriate, to redesignate the Shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.3 Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors above, the general meeting of the Shareholders may decide the merger (within the meaning of the UCI Law) of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with a New UCITS. There shall be no quorum requirement to decide on such a merger and its effective date. However, the merger and the effective date thereof shall be accepted by resolution adopted at a simple majority of the votes validly cast at such meeting. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

26.4 The general meeting of the Shareholders of a Sub-Fund may also decide a merger (within the meaning of the UCI Law) of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with (i) any New UCITS or (ii) a New Sub-Fund by a resolution adopted with no quorum requirement at a simple majority of the votes validly cast at such meeting. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the UCI Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the Shareholders.

Shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their Shares, in accordance with the provisions of the UCI Law.

26.5 In the event that for any reason the value of the assets in any Class has decreased to an amount determined by the Board of the Directors (in the interest of the Shareholders) to be the minimum level for such Class to be operated in an economically efficient manner for any reason determined by the Board of Directors, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class to those of another existing class within the Company and to re-designate the Shares of the Class or Classes concerned as Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). The Company shall send a written notice to the Shareholders of the relevant Class in a manner described in the Prospectus.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on 1st January of each year and terminate on 31st December of the same year.

Art. 28. Distributions.

28.1 The general meeting of Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

28.2 For any Class or Classes of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in the frequency and amounts determined by the Board of Directors in compliance with the conditions set forth by law.

28.3 Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

28.4 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall in its discretion determine from time to time.

28.6 The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

28.7 Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant Class or Classes of Shares.

28.8 No interest shall be payable by the Company on a dividend which has not been claimed by a Shareholder.

Title V. Final provisions

Art. 29. Depositary.

29.1 To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution - a depositary (the “Depositary”) - as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

29.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the UCI Law.

29.3 The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company.

30.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 32 hereof.

30.2 Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

30.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by one quarter of the votes validly cast at the meeting.

30.4 The general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation of the Company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the UCI Law. Such law specifies the steps to be taken to enable the Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provides for a deposit in escrow at the Caisse de Consignation at the time of the close of the liquidation. Liquidation proceeds available for distribution to Shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by Shareholders at the close of the liquidation will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg, where they will be held at the disposal of the Shareholders entitled thereto. Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

The net proceeds of the liquidation may be paid in cash to the holders of Shares of the relevant Class or Sub-Fund in proportion to their holding of such Shares in such Class or Sub-Fund.

The net proceeds of the liquidation may also be distributed in kind to the holders of Shares.

As soon as the decision to liquidate the Company is taken, the issue, redemption or conversion of Shares in all Sub-Funds is prohibited and shall be deemed void

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and the UCI Law, as may be amended.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31st December 2015.

2) The first annual general meeting will be held exceptionally on 23 February 2016 to approve the financial statements as at 31 December 2015. Thereafter, the annual general meeting will be held as provided for in article 23 of these Articles of Incorporation.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

ICBC (Europe) S.A., prequalified, subscribes for three hundred and ten (310) Shares, resulting in a payment of thirty-one thousand Euro (EUR 31.000.-).

The Shares have been fully paid up by payment in cash, evidence of the above payments, totalling thirty-one thousand Euro (EUR 31.000.-), was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles of Incorporation, of the various Classes of Shares and the Sub-Fund which the Company shall have, it will elect the Class or Classes of Shares and the Sub-Fund to which the Shares subscribed to shall appertain.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company, as a result of its creation, are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Declaration

The undersigned notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General Meeting of Shareholders

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to a general meeting, which resolved as follows:

1) The number of Directors of the Company is set out at three (3) and the number of approved statutory auditors to one.

2) The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as of 31 December 2015 to be held in 2016 and until their successors are elected and qualified:

Mrs Yabing HU, born in Beijing on 25 September 1965, residing professionally in 55 Fuxingmennei Avenue, Xicheng District, Beijing, China;

Mr Yongzhao FANG, born in Ningbo on 5 May 1973, residing professionally in L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal;

Mr Dennis George ROBERTSON, born in Montrose on 19 June 1953, residing professionally in L-8230 Mamer, 25, rue Gaaschtbiérg.

3) Ernst & Young S.A. is appointed approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as of 31 December 2015 to be held in 2016 and until its successor is elected and qualified.

4) The Registered Office of the Company is set at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date as set out at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

This deed having been given for reading to the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary this original deed.

Signé: O. TUOMI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49825. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174641/910.

(140200064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Sole Resorts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 72.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174114/9.

(140199249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

St. Barth Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 54.837.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014174122/9.

(140199390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Equinox Energy (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.482.

Extrait de la décision prise par les associés en date du 12 novembre 2014

Le siège social a été transféré de L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 13.11.2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Equinox Energy (Lux) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014176050/14.

(140202048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Alliance Laundry Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 118.025.

In the year two thousand and fourteen on the thirty-first day of October.

Before us, Maître Henri BECK, notary residing at Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole partner of Alliance Laundry Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 118.025 and having a share capital of eighteen thousand five hundred fifty euros (EUR 18,550) (the Company). The Company has been incorporated on July 6, 2006 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 1836 on September 30, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been modified on 24 February 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Beck, pre-named, published in the Mémorial number 1118 on 3 May 2014.

THERE APPEARED:

ALLIANCE LAUNDRY SYSTEMS LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware, USA, having its registered office at Shepard Street, P.O. Box 990, Ripon, WI 54971-0990, USA and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 2870394 (the Sole Partner),

represented by Peggy Simon, notary's clerk, with professional address in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Sole Partner has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Partner holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of four hundred fifty euro (EUR 450) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of eighteen thousand five hundred fifty euro (EUR 18,550), represented by seven hundred forty-two (742) shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, to nineteen thousand euro (EUR 19,000) by way of the creation and issuance of eighteen (18) new shares of the Company, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each;

2. subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1. above by way of a contribution in cash;

3. (i) Creation of two (2) classes of alphabet shares in the share capital of the Company, namely the class A shares and the class B shares, and (ii) reclassification of the existing seven hundred sixty (760) shares in the share capital of the Company, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, into (i) five hundred thirty-two (532) class A shares and (ii) two hundred twenty-eight (228) class B shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each;

4. Amendment and restatement of articles 5, 6, 12, 13, 15 and 16 of the articles of association of the Company; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Partner has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred fifty euro (EUR 450) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of eighteen thousand five hundred fifty euro (EUR 18,550), represented by seven hundred forty-two (742) shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, to nineteen thousand euro (EUR 19,000) by way of the creation and issuance of eighteen (18) new shares of the Company, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Second resolution

The Sole Partner resolve to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription and payment

Thereupon, the Sole Partner declares to subscribe for eighteen (18) newly issued shares in registered form, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, and to fully pay them up by a contribution in cash in an amount of four hundred fifty euro (EUR 450), which shall be entirely allocated to the nominal share capital account of the Company.

The amount of four hundred fifty euro (EUR 450) is at the disposal of the Company and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Partner resolves to (i) create two (2) classes of alphabet shares in the share capital of the Company, namely the class A shares and the class B shares, and (ii) reclassify the existing seven hundred sixty (760) shares in the share capital of the Company, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, into (i) five hundred thirty-two (532) class A shares and (ii) two hundred twenty-eight (228) class B shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Fourth resolution

The Sole Partner resolves to amend and restate articles 5, 6, 12, 13, 15 and 16 of the Articles which shall henceforth read as follow:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The Company’s share capital is fixed at nineteen thousand euro (EUR 19,000), represented by five hundred thirty-two (532) class A shares (the Class A Shares) and two hundred twenty-eight (228) class B shares (the Class B Shares, together with the Class A Shares, the Shares) in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles and in accordance with the Law.”

“ Art. 6. Shares.

6.1. All Shares shall be identical in all respects save as specifically provided in these articles. Share premium accounts or special reserves accounts (e.g. account 115 “apport en capitaux propres non rémunéré par des titres“ of the Luxembourg Chart of Accounts) which may be stapled to a specific class Shares or not.

6.2. In case of distribution of dividends, when permitted by law, the Class A Shares shall confer upon the holders thereof, according to the proportion of Class A Shares they hold and in priority to the payment of dividends to the holders of any other Shares in the capital of the Company, the right to receive out of the amounts of the Company available for distribution by way of dividend, an aggregate preferential and cumulative dividend (the Preferred Dividend) equal to the euro equivalent of ten thousand Canadian dollars (CAD 10,000.-) per annum. Except for the Preferred Dividend and the provisions of article 16.2 of the Articles, the Class A Shares have no right to receive any distributions (including but not limited to dividend distributions, repayment of share capital, repayment of share premium, repayment of special reserves accounts (e.g. account 115 “apport en capitaux propres non rémunéré par des titres” of the Luxembourg Chart of Accounts)) and the holders of the Class B Shares are exclusively entitled to the distribution of any surplus amounts available for distribution in proportion to the number of Class B Shares they hold. The Preferred Dividend can be sourced from any reserve account of the Company (e.g. account 115 “apport en capitaux propres non rémunéré par des titres“ of the Luxembourg Chart of Accounts) which is available for distribution, including the share premium account.

6.3. Towards the Company, the Company’s Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.4. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties. If the company has more than one partner, the transfer of Shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

6.5. A Share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code. For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.6. A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

6.7. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by law.”

“ Art. 12. Form - Quorum - Majority.

12.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of partners may be taken without a meeting by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the resolution. Signatures of partners may appear on a single document or on multiple counterparts of an identical resolution and may be evidenced by original or facsimile signature.

12.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than one half of the share capital of the Company and by a positive vote of the holders of Class B Shares, it being understood that the positive vote of the holders of the Class B Shares is not required for any decisions regarding the appointment and dismissal of managers.

12.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three-quarters of the Company's share capital.”

“ Art. 13. Auditors.

13.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The partners shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

13.2. If the number of partners of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to reappointment at the annual general meeting of partners. They may or may not be partners.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The partners shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions, all in accordance with Article 6.2 of these Articles.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, in accordance with Article 6.2 of these Articles and subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the general meeting of partners must resolve to distribute the interim dividends; and taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the partners must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.”

“ Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be partners, appointed by resolution of the general meeting of partners, which will determine the powers and remuneration of the liquidators. Unless otherwise provided in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers available under applicable law for the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company.

16.2. After payment of all the debts and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds (the Distributable Amount), if any, shall be distributed to the partners in accordance with the following order of priority:

(i) First, the holders of the Class A Shares will be entitled to receive, according to the proportion of Class A Shares that they hold and in priority to any payments to other partners, the sum of (a) the nominal value of the Class A Shares

and (b) any accrued Preferred Dividends that have not yet been declared, increased with any Preferred Dividends that have been declared but remained unpaid.

(ii) Second, if any excess Distributable Amount is available and after payments of the amounts specified in item (i) above, the holders of the Class B Shares will be entitled to receive such balance according to the proportion of Class B Shares that they hold.”

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le trente-et-un jour du mois d’octobre.

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

s’est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l’Assemblée) de l’associé unique de Alliance Laundry Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.025 et disposant d’un capital social de dix-huit mille cinq cent cinquante euros (EUR 18.550) (la Société). La Société a été constituée le 6 juillet 2006, suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 1836 le 30 septembre 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés le 24 février 2014 suivant acte de Maître Henri Beck, précité, publié au Mémorial numéro 1118 le 3 mai 2014.

A COMPARU:

ALLIANCE LAUNDRY SYSTEMS LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon le droit de l’Etat du Delaware, USA, dont le siège social est établi au Shepard Street, P.O. Box 990, Ripon, WI 54971-0990, USA, et immatriculée auprès du Secrétaire d’Etat de l’Etat du Delaware sous le numéro 2870394 (l’Associé Unique),

représenté par Peggy Simon, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l’enregistrement.

L’Associé Unique a prié le notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. L’Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. L’ordre du jour de l’Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d’un montant de quatre cent cinquante euros (EUR 450) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de dix-huit mille cinq cent cinquante euros (EUR 18.550), représenté par sept cent quarante-deux (742) parts sociales d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, à dix-neuf mille euros (EUR 19.000) par voie de création et d’émission de dix-huit (18) nouvelles parts sociales de la Société, d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;

2. Souscription et libération des parts sociales nouvellement émises tel que mentionné au point 1. ci-dessus par voie d’un apport en numéraire;

3. (i) création de deux (2) classes de parts sociales alphabétiques dans le capital social de la Société, à savoir les parts sociales de classe A et les parts sociales de classe B, et (ii) reclassification des sept cent soixante (760) parts sociales dans le capital social de la Société, d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune en (i) cinq cent trente-deux (532) parts sociales de classe A et (ii) deux cent vingt-huit (228) parts sociales de classe B, d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;

4. Modification et refonte des articles 5, 6, 12, 13, 15 et 16 des statuts de la Société; et

5. Divers.

III. L’Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L’Associé Unique décide d’augmenter capital social de la Société d’un montant de quatre cent cinquante euros (EUR 450) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de dix-huit mille cinq cent cinquante euros (EUR 18.550), représenté par sept cent quarante-deux (742) parts sociales d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, à dix-neuf mille euros (EUR 19.000) par voie de création et d’émission de dix-huit (18) nouvelles parts sociales de la Société, d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et l'entière libération de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ces faits, l'Associé Unique déclare souscrire aux dix-huit (18) parts sociales nouvellement émises sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant de quatre cent cinquante euros (EUR 450) qui sera intégralement affecté au compte de capital social de la Société.

Le montant de quatre cent cinquante euros (EUR 450) est à la disposition de la Société et preuve en a été apportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide (i) de créer deux (2) classes de parts sociales alphabétiques dans le capital social de la Société, à savoir les parts sociales de classe A et les parts sociales de classe B, et (ii) de requalifier les sept cent soixante (760) parts sociales dans le capital social de la Société, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune en (i) cinq cent trente-deux (532) parts sociales de classe A et (ii) deux cent vingt-huit (228) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre les articles 5, 6, 12, 13, 15 et 16 des Statuts afin qu'ils aient désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à dix-neuf mille euros (EUR 19.000) représenté par cinq cent trente-deux (532) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A) et deux cent vingt-huit (228) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B, et avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales) sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions prévues pour la modification des Statuts et conformément à la Loi."

" Art. 6. Parts Sociales.

6.1. Toutes les Parts Sociales sont identiques en tous points sauf indiqué autrement dans les présents statuts. Les comptes de prime d'émission ou les comptes de réserves spéciaux (par exemple, le compte 115 "apport en capitaux propres non rémunéré par des titres" du Plan Comptable Normalisé Luxembourgeois) peuvent être liés à une classe spécifique de Parts Sociales ou non.

6.2. Dans le cas d'une distribution de dividendes permise par la loi, les Actions de Classe A confèrent à leurs détenteurs, en proportion des Actions de Classe A qu'ils détiennent et en priorité des paiements de dividendes aux détenteurs des autres Parts Sociales dans le capital de la Société, le droit de recevoir en dehors des montants disponibles de la Société pour la distribution par voie de dividendes, un dividende total cumulatif et préférentiel (le Dividende Préférentiel) égal à l'équivalent en euros de dix mille dollars canadiens (CAD 10.000,-) annuel. A l'exception du Dividende Préférentiel et les dispositions de l'article 16.2 des Statuts, les Parts Sociales de Classe A n'ont pas droit aux distributions (y compris, mais sans s'y limiter, aux distributions de dividendes, remboursement de capital social, remboursement de prime d'émission, remboursement de comptes de réserves spéciaux (e.g. compte 115 «apport en capitaux propres non rémunéré par des titres» du Plan Comptable Luxembourgeois)) et les détenteurs des Parts Sociales de Classe B ont exclusivement le droit de recevoir des distributions de tous les surplus disponibles pour distribution proportionnellement au nombre de Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent. Le Dividende Préférentiel peut provenir d'un compte de réserve de la Société (par exemple, le compte 115 "apport en capitaux propres non rémunéré par des titres" du Plan Comptable Normalisé Luxembourgeois) disponible pour distribution, y compris le compte de prime d'émission.

6.3. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.4. Les Parts Sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers. En cas de pluralité d'associés, la cession de Parts Sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

6.5. La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.6. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société, conformément aux dispositions de la Loi, où il pourra être consulté par chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales conformément à la Loi." "

Art. 12. Forme - Quorum - Majorité.

12.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

12.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social et par le vote favorable des détenteurs des Parts Sociales de Classe B, étant entendu que le vote favorable des détenteurs des Parts Sociales de Classe B n'est pas requis pour toutes les décisions concernant la nomination et la révocation des gérants.

12.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société."

" Art. 13. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

13.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

13.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non."

" Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables conformément à l'article 6.2 des présents Statuts.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment conformément à l'article 6.2 des présents Statuts et aux conditions suivantes:

(i) le Conseil doit établir des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que des bénéfices suffisants et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) l'assemblée générale des associés doit décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires et compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires distribués sont supérieurs les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil." "

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Après le paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des dépenses liées à la liquidation, le boni net de liquidation (le Montant Distribuible), s'il y en a, sera distribué aux associés conformément à l'ordre de priorité suivant:

(i) Premièrement, les détenteurs des Parts Sociales de Classe A percevront, en proportion des Parts Sociales de Classe A qu'ils détiennent et en priorité de tout paiement aux autres associés, la somme de (a) la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A et (b) tout Dividende Préférentiel accumulé qui n'a pas été déclaré, augmenté des Dividendes Préférentiels qui ont été déclarés mais qui demeurent impayés.

(ii) Deuxièmement, si un surplus de Montant Distribuible est disponible et après paiements des montants mentionnés au point (i) ci-dessus, les détenteurs des Parts Sociales de Classe B percevront ledit solde en proportion des Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent."

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

En foi de quoi le présent acte notarié a été passé à Echternach, à la date mentionnée qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec nous le notaire le présent acte original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 04 novembre 2014. Relation: ECH/2014/2112. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 06 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172588/332.

(140197741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Aronia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 191.586.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre octobre.

Par devant Maître Carlo WERSANDT notaire résidant à Luxembourg

A COMPARU:

«GECKOES», une société civile, ayant son siège social au 128, Boulevard de la Pétrusse, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section E numéro 4576,

ici dûment représentée par Mademoiselle Virginie PIERRU, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 octobre 2014 à Luxembourg.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «ARONIA INVEST S.A.»

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision de l'administrateur-unique ou du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également développer, acquérir, céder et exploiter des marques, brevets et tous autres droits similaires ou équivalents, à Luxembourg et à l'étranger.

Elle pourra encore employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'imobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. La Société a un capital social émis de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Les actions sont soit nominatives soit au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative. A ce sujet, tous les actionnaires actuels et à venir devront obligatoirement se conformer à la loi du 28 juillet 2014 si les actions sont au porteur.

La Société pourra émettre des certificats nominatifs ou au porteur d'actions multiples.

Titre III. Administration

Art. 6. La société est administrée en cas d'un actionnaire unique par un administrateur unique ou par un conseil d'administration ou en cas de pluralité d'actionnaires par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. En cas d'existence d'un conseil d'administration, les administrateurs devront élire parmi eux un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs. Le conseil d'administration pourra seulement valablement délibérer et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et si au moins deux administrateurs seront physiquement présents. Toute décision prise par le conseil d'administration sera adoptée à la simple majorité. Les procès-verbaux des réunions seront signés par tous les administrateurs présents à la réunion.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer par le biais d'une conférence téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à différentes personnes de participer à la même réunion et de communiquer entre eux. Une telle participation est à considérer comme étant égale à une présence physique. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Le Conseil d'administration peut prendre différentes décisions par des résolutions circulaires, si l'approbation est faite par écrit, câble, télégramme, telex, Fax, Email ou tout autre moyen de communication agréé. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Art. 8. L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration préparera une situation intérimaires des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le second mardi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (10%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve constitue moins de dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires:

- 1.- Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération:

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, «GECKOES» prénommée et représentée comme ci-avant, déclare souscrire cent (100) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées à hauteur de cent pour cent (100) moyennant apport en numéraire de sorte que le montant de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est estimé à mille euros (1.000,-EUR).

Décisions de l'actionnaire unique:

La comparante, représentée comme ci-avant et représentant l'entière du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires aux comptes à un (1).
2. Sont nommés administrateurs de la Société:
 - M. Jean-Pierre HIGUET, né à Couvin (Belgique), le 23 novembre 1960, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg,
 - M. Clive GODFREY, né à Kortrijk (Belgique), le 6 août 1954, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, et

- M. Stéphane BIVER, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 3 août 1968, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

3. Est nommé commissaire aux comptes de la Société:

«DATA GRAPHIC S.A.», ayant son siège social au 128, Boulevard de la Pétrusse à L-2330 Luxembourg (RCS Luxembourg B 42 166).

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

4.- Le siège social de la Société est fixé au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2014. LAC/2014/50618. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172606/164.

(140198297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

CPT Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2169 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 85.193.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux octobre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

La société SHADY PINES LTD, avec siège social à Fourth Floor, 20 Margaret Street, London W1W 8RS, ici dûment représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

I.- Que la société anonyme CPT FINANCE S.A., ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B numéro 85193, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 novembre 2001, publié au Mémorial C numéro 574 du 12 avril 2002 (la "Société").

II.- Que le capital social de la société anonyme CPT FINANCE S.A., pré-désignée, s'élève actuellement à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cents dix (310) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (100,- EUR) chacune.

III.- Que la comparante est l'associée unique de la prédite Société;

IV.- Que la comparante a décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

V.- Que la comparante se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

VI.- Que la comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

VII.- Que la comparante déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la société indiqué au point VI.

VIII.- Que la liquidation de la Société est achevée et que celle-ci est à considérer comme définitivement close.

IX.- Que décharge pleine et entière est donnée au gérant unique de la société dissoute pour l'exécution de son mandat.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société dissoute.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de sept cent cinquante euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise, à la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second of October.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Appeared:

The company SHADY PINES LTD having its registered office at Fourth Floor, 20 Margaret Street, London W1W 8RS, here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party declared and requested the notary to act:

I.- That the public limited company (société anonyme) CPT FINANCE S.A., with registered office at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg section B number 85193, was incorporated by deed of the undersigned notary on the 15th November 2001, published in the Mémorial C number 574 of the 12th April 2002.

II.- That the capital of the Company, presently amounts to thirty one thousand Euro (31,000.- EUR), represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (100.- EUR) each.

III.- That the appearing party is the holder of all the shares of the Company.

IV.- That the appearing party has decided to dissolve and to liquidate the Company, which has discontinued all activities.

V.- That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

VI.- That the appearing party in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company.

VII.- That the appearing party declares that it takes over all the assets of the Company and that it will assume any existing debt of the Company pursuant to point VI.

VIII.- That the liquidation of the Company is completed and that the company is to be construed as definitely terminated.

IX.- That full and entire discharge is granted to the incumbent sole manager of the dissolved Company for the performance of its assignment.

X.- That the corporate documents of the Company shall be kept for the duration of five years at the former registered office of the Company.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of the present deed, is approximately seven hundred and fifty euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 octobre 2014. Relation GRE/2014/4176. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014170858/86.

(140195300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Allianz Finance VIII Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 165.116.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den fünfzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc LOESCH, mit Amtssitz in Mondorf (Großherzogtum Luxemburg), hat sich anlässlich der Feststellung einer Kapitalerhöhung Herr Lars Junkermann, Angestellter Legal / Operations, berufsansässig in L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F. D. Roosevelt,

handelnd in seiner Eigenschaft als Bevollmächtigter des Verwaltungsrats der Allianz Finance VIII Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F. D. Roosevelt und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 165.116 (die Gesellschaft), gemäß den Beschlüssen des Verwaltungsrats der Gesellschaft vom 6. Oktober 2014 (die Beschlüsse), eingefunden.

Eine Kopie der ordnungsgemäß unterzeichneten Beschlüsse, bleibt nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den amtierenden Notar, der gegenwärtigen Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt.

Die Gesellschaft wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 18. November 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 143, vom 18. Januar 2012. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß einer am 28. März 2014 durch den unterzeichnenden Notar aufgenommenen Urkunde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1718, vom 3. Juli 2014.

Der Erschienene, handelnd wie eingangs erwähnt, hat im Anschluss an die Beschlüsse, sodann den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

1. Der Wortlaut von Artikel 5 der Satzung lautet wie folgt:

„ **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 31.080 (einunddreißigtausendundachtzig Euro), eingeteilt in 3.108.000 (drei Millionen einhundertachttausend) Aktien mit einem Nennwert je EUR 0,01 (ein Cent) pro Aktie.

Weiteres genehmigtes Kapital wird auf EUR 29.970,- (neunundzwanzigtausendneunhundsiebzig Euro) festgesetzt, welches in 2.997.000 (zwei Millionen neunhundsiebenundneunzigtausend) Aktien eingeteilt ist.

Der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat ist befugt, das aktuelle Aktienkapital bis zur erlaubten Kapitalsumme, von Zeit zu Zeit, ganz oder teilweise, mit oder ohne Ausgabeagio während einer Zeitspanne bis zum 8. August 2018 zu erhöhen.

Für den Fall einer Kapitalerhöhung im Rahmen des genehmigten Kapitals mit einhergehender Ausgabe neuer Aktien, ist der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat berechtigt, das Vorzugsrecht der Altaktionäre einzuschränken oder aufzuheben.

Jedes Mal, wenn der Verwaltungsrat oder der Alleinige Verwaltungsrat eine Kapitalerhöhung innerhalb des genehmigten Kapitals vornimmt, muss Artikel 5 der Satzung entsprechend abgeändert werden. Der Verwaltungsrat hat die nötigen Schritte vorzunehmen oder eine Person damit zu beauftragen, die nötigen Schritte vorzunehmen im Hinblick auf die Ausführung der Kapitalerhöhung und die Veröffentlichung und Eintragung einer solchen Kapitalerhöhung im Zuge der Satzungsänderung vor einem Notar.

Das Kapital der Gesellschaft kann jederzeit unter Maßgabe von Artikel 10 dieser Satzung durch einen Beschluss des alleinigen Aktionärs oder der Hauptversammlung abgeändert werden.“

2. Der Verwaltungsrat hat, in den Beschlüssen unter anderem, folgendes beschlossen:

(A) das Gesellschaftskapital im Rahmen des genehmigten Kapitals, um einen Gesamtbetrag von EUR 10 (zehn Euro) zu erhöhen, um es von EUR 31.080 (einunddreißigtausendundachtzig Euro), eingeteilt in 3.109.000 (drei Millionen einhundertneuntausend) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) pro Aktie auf insgesamt EUR 31.090 (einunddreißigtausendundneunzig Euro) zu erhöhen, eingeteilt in 3.109.000 (drei Millionen einhundertneuntausend) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent), gemeinsam mit der Einzahlung eines Ausgabeagios in Höhe von EUR 1.765.782,37 (eine Million siebenhundertfünfundsechzigtausendsiebenhundertzweiundachtzig Euro und siebenunddreissig Cent), durch Ausgabe von 1.000 (eintausend) gleichwertiger Aktien (die Neuen Aktien) mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent);

(B) die Neuen Aktien zu erschaffen und 1000 (eintausend) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) pro Aktie auszugeben, unter Berücksichtigung, dass:

I. die derzeitigen Aktionäre die gesamten Neuen Aktien gezeichnet haben;

II. die Kapitalerhöhung durch Bareinzahlung in das Gesellschaftskapital am 8. Oktober 2014 erfolgt ist;

III. jedes Verwaltungsratsmitglied und Herr Lars Junkermann, Angestellter Legal / Operations, berufsansässig in L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F. D. Roosevelt, dazu ermächtigt wurden, die Zeichnung und Ausgabe der Neuen Aktien festzustellen, sowie die Kapitalerhöhung durch Erstellung einer notariellen Urkunde zu bestätigen und der Beleg der

vollständigen Einzahlung der Kapitalerhöhung sowie der Zeichnung der Neuen Aktien dem amtierenden Notar vorzulegen.

Nach Ausgabe der Neuen Aktien, werden die Aktien an der Gesellschaft wie folgt gehalten:

Aktionär	Anzahl der gehaltenen Aktien
Allianz Pensionskasse Aktiengesellschaft	466.350
Allianz Versicherungs-Aktiengesellschaft	621.800
Allianz Global Corporate & Speciality AG	621.800
Allianz Private Krankenversicherungs- Aktiengesellschaft	1.399.050
TOTAL	3.109.000

3. In Folge der Kapitalerhöhung der Gesellschaft ist der Wortlaut von Artikel 5, Absatz 1 und 2 der Satzung wie folgt geändert:

Deutsche Fassung:

" **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 31.090 (einunddreißigtausendundneunzig Euro), eingeteilt in 3.109.000 (drei Millionen einhundertneuntausend) Aktien mit einem Nennwert je EUR 0,01 (ein Cent) pro Aktie.

Weiteres genehmigtes Kapital wird auf EUR 29.960,- (neunundzwanzigtausendneuhundertsechzig Euro) festgesetzt, welches in 2.996.000 (zwei Millionen neunhundertsechszehntausend) Aktien eingeteilt ist."

Englische Fassung:

„ **Art. 5. Share capital.** The subscribed share capital is set at EUR 31,090 (thirty-one thousand and ninety euro), represented by 3,109,000 (three million one hundred and nine thousand) shares having a par value of EUR 0.01 (one cent) per share.

Further authorised capital is fixed at 29,960,- (twenty-nine thousand nine hundred sixty euros), divided in 2,996,000,- (two million nine hundred ninety-six thousand) shares having a par value of EUR 0.01 (one cent) per share."

Kosten

Die der Gesellschaft anlässlich dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr EUR 2.500,00 (zweitausendfünfhundert Euro) abgeschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, namens handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: L. Junkermann, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 octobre 2014. REM/2014/2269. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 7 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172556/97.

(140198302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 171.727.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Hill-Rom Singapore Holdings S.à r.l.

J. Mudde / G.B.A.D. Cousin

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014174617/13.

(140199722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.